REVUE

2025/3

DE DROIT COMPARÉ DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

REVUE SOUTENUE PAR L'INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES DU CNRS

COMPTRASEC - UMR 5114 - CNRS - UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

ACTUALITÉS JURIDIQUES INTERNATIONALES

Royaume-Uni

JO CARBY-HALL
Professeur, Directeur de recherche juridique internationale,
Université de Hull

ESCLAVAGE CONTEMPORAIN ET EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS AU ROYAUME-UNI

L'exploitation des travailleurs s'est accrue de manière significative au cours des dernières années, et ceci dans divers secteurs d'activité. En 2022, le *National Referral Mechanism* (*NRM*)[1]a recensé 16 953 cas de signalement d'exploitation présumée dans le cadre de l'esclavage contemporain (*modern slavery*), ce qui constitue une augmentation de 33 % par rapport à l'année précédente. Les données les plus récentes (2024) indiquent une nouvelle augmentation importante dans ce domaine avec 4 748 signalements de plus signalés au *NRM*, soit une augmentation de 15 % par rapport à 2023, et le nombre le plus élevé de signalements depuis la création du mécanisme en 2009. Le service d'assistance téléphonique (*helpline*)[2] contre l'esclavage moderne et l'exploitation a pour sa part rapporté un chiffre de victimes potentielles de 4 839 en 2024. *Antislavery International* rapporte pour la même année 19 125 potentielles victimes, dont 11 % d'enfants[3] et 25 % de travailleurs britanniques[4]. Selon la même organisation :

> [L]'esclavage moderne est présent dans tout le Royaume-Uni. Certaines personnes se retrouvent piégées sans s'en rendre compte. Il peut s'agir d'une personne employée chez un particulier dans votre rue, d'un travailleur dans une station de lavage de voitures, de la personne qui vide la corbeille à papiers de votre bureau chaque soir[5].

L'esclavage moderne, qui englobe *inter alia* la traite d'êtres humains, affecte des victimes de tous âges, de toutes nationalités, de tous sexes et de toutes origines

1 Le *National Referral Mechanism* est un système destiné à l'identification des victimes de l'esclavage moderne, à leur protection et leur soutien, constitué des *First Responders* (premiers intervenants : officiers de police, certains fonctionnaires d'agences publiques chargées du contrôle de la sécurité et du droit du travail, ainsi que d'organisations non-gouvernementales), qui adressent les victimes présumées à la *Single Competent Authority* (SCA) qui prononce une décision. Si la SCA déclare une personne « victime », on accorde à celle-ci une période de récupération et de réflexion de 45 jours avant l'obtention de soutien et de conseils juridiques.

2 Unseen, « Helpline annual assessment 2024 » : https://www.unseenuk.org/helpline-statistics/

3 C'est-à-dire 5 999 enfants victimes potentielles.

4 Antislavery International, « Slavery in the UK » : https://www.antislavery.org/slavery-today/slavery-uk/

5 *Ibid*. Traduction réalisée par l'auteur.

ethniques[6]. Il s'agit d'enfants et de personnes qui ont souffert d'exploitation dans leur enfance, qui n'ont aucune qualification, de personnes nées à l'étranger qui rencontrent des barrières culturelles et linguistiques, qui connaissent mal le système social ou juridique et de personnes issues de milieux défavorisés. Les migrants et les réfugiés forment des catégories à risques en raison de l'insécurité et de l'instabilité de leur statut et des barrières linguistiques. Les hommes comme les femmes peuvent en être victimes, mais on trouve un nombre considérable de victimes femmes, en particulier concernant l'exploitation sexuelle[7]. Les autres secteurs à risques sont l'industrie du bâtiment et de la transformation et l'agriculture.

L'esclavage moderne ou contemporain est une expression qui englobe la traite d'êtres humains, l'esclavage, la servitude et le travail forcé, et qui est définie au Royaume-Uni par le *Modern Slavery Act* de 2015[8]. Les victimes présumées de l'esclavage moderne qui sont citées par les *First Responders*[9] (organismes officiels de premier recours) sont signalées au *NRM* qui identifie les victimes potentielles d'esclavage moderne, de traite d'êtres humains et/ou d'exploitation et leur assure un soutien adéquat. Le *NRM* met en place une procédure permettant d'orienter les potentielles victimes, de procéder à une évaluation de leur situation et de leur fournir une aide, notamment un hébergement et une assistance du ministère de l'Intérieur. Ce mécanisme est un élément clé de la lutte contre l'esclavage moderne et la traite des êtres humains au Royaume-Uni.

Dans le domaine de l'emploi, l'exploitation se définit comme la maltraitance (*abuse)* d'un individu sur son lieu de travail par pur profit, résultant de violations allant d'infractions « mineures » telles que le non-paiement du salaire ou le paiement d'un salaire de misère, des conditions de travail inacceptables ou des brimades, jusqu'à des violations plus graves, telles que le travail forcé, le trafic d'êtres humains ou l'esclavage. Il existe une autre définition[10], à savoir « le recrutement, le déplacement, l'hébergement, l'accueil d'enfants, de femmes ou d'hommes, par force, contrainte, affront, maltraitance, ou duperie, en jouant sur leur vulnérabilité ou par d'autres moyens dans le but de les exploiter ». L'exploitation peut aussi inclure l'action de forcer un individu à travailler dans des conditions en violation des droits de l'homme.

---

6 Unseen, « Modern slavery facts and figures » : https://www.unseenuk.org/about-modern-slavery/facts-and-figures/ ; Antislavery International, « Slavery in the UK », *op. cit.* ; Walk Free, « Global Slavery Index / Country Study. Modern slavery in United Kingdom » : https://www.walkfree.org/global-slaveryy-index/country-studies/united-kingdom/. Voir aussi « Risks of modern slavery in UK highest in West Midlands, London and Greater Manchester », *Maplecroft*, 17 janvier 2018 : https://www.maplecroft.com/insights/analysis/risks-of-modern-slavery-highest-west-midlands-london-greater-manchester/

7 Voir aussi Unseen, *Annual Assesment 2024. Working towards a world without slavery*, 2024.

8 Cette loi s'applique aux organismes de commerce dans tout le Royaume-Uni, c'est-à-dire en Angleterre, en Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord. Ses dispositions réglementent tout organisme dont le montant total du chiffre d'affaires s'élève à 36 millions de livres sterling ou plus, qui exerce une activité commerciale au Royaume-Uni et qui fournit des produits ou des services.

9 Les adultes (de plus de 18 ans) doivent accepter d'être signalés au *NRM*, mais le consentement des enfants n'est pas ncessaire.

10 Unseen, « What is modern slavery » : https://www.unseenuk.org/about-modern-slavery/

Le terme « exploitation » recouvre une myriade de situations. Il peut s'agir du travail forcé dans lequel un individu est contraint de travailler, souvent contre sa volonté, dans des conditions dangereuses, pour une maigre rémunération et des limites à ses droits (horaires de travail excessifs, maltraitance, etc.). La servitude domestique est une autre forme d'emploi dans laquelle les victimes forcées n'ont aucune ou très peu de liberté, sont soumises à des brimades et manque de confort. Dans certains cas, les victimes sont forcées à prendre part à des activités criminelles conduites par des trafiquants de drogues ou des délinquants.

Il existe des signes indicateurs d'ordre général qui permettent aux pouvoirs publics d'évaluer si un individu est une victime potentielle d'exploitation ou d'esclavage moderne. Plusieurs organismes ont établi des listes de telles manifestations et le *Gangmasters and Labour Abuse Authority* en a dressé un tableau complet[11].

L'exploitation ou l'esclavage moderne se manifestent de diverses façons et peuvent se traduire par l'un des traits suivants :

- *La liberté de mouvement et de circulation de la victime* peut être fortement restreinte en raison de la confiscation de ses documents personnels, tels que le passeport, les pièces d'identité, le permis de conduire ou encore ses titres de transport (billets de train ou d'avion). D'autres limitations peuvent s'ajouter : restrictions des déplacements sur le lieu de travail, interdiction de rencontrer des amis ou d'accéder à certains lieux comme les magasins, obligation de résider sur place, d'être transportée par l'employeur et de travailler exclusivement pour lui, sans possibilité de choix. Ces contraintes peuvent s'accompagner de violences physiques ou psychologiques, ainsi que de menaces envers la personne, sa famille ou ses proches. La victime peut également être contrainte à commettre des actes illégaux tels que des fraudes, le trafic de drogues ou la falsification de documents. Elle peut se retrouver sans couverture médicale, mal nourrie (avec parfois uniquement des restes), menacée de dénonciation aux autorités, totalement isolée de ses proches, et placée dans une dépendance absolue vis-à-vis de son employeur.
- *Les conditions de travail* dangereuses et sans confort constituent un autre trait de cette situation : des horaires de travail excessifs, sans pauses ni congés, l'absence de protection dans des conditions de travail dangereuses, aucune ou très peu de formation et l'absence de contrat de travail.
- *Le logement* est souvent de piètre qualité dans des locaux surpeuplés, des structures dangereuses ou inadéquates – granges, remises à outils, caravanes avec des lits sans confort ou des matelas à même le sol, utilisés par plusieurs personnes –, et sans accès à des équipements d'hygiène.
- *L'aspect financier* entre aussi en jeu quand les personnes ne perçoivent aucun salaire, ou ne perçoivent qu'un salaire de misère, amputé de déductions pour le logement et les transports. Dans les cas de servitude, des retenues sur les gains sont fréquemment opérées au prétexte de punition.

11 Gangmasters & Labour Abuse Authority, « Spot the signs » : https://www.gla.gov.uk/who-we-are/modern-slavery/who-we-are-modern-slavery-spot-the-signs/ ; Unseen, « Spot the signs of modern slavery » : https://www.unseenuk.org/about-modern-slavery/spot-the-signs/

Des suggestions pour remédier à cette situation alarmante ont été proposées, dont le renforcement des droits du travail et des missions d'inspections des lieux de travail dans une logique de prévention et de répression accompagnés de mesures de soutien aux victimes et aux survivants. La ratification par le Royaume-Uni de la Convention (n° 189) de l'Organisation internationale du Travail de 2011 serait à encourager. Il faudrait légiférer pour renforcer le *Modern Slavery Act* de 2015 pour passer de la déclaration à un contrôle obligatoire et pour inclure des voies à suivre pour les travailleurs exploités, dont celles de recours en responsabilité civile et pénale. Il conviendrait de nommer un *Anti-Slavery Commissioner* indépendant et de promulguer une législation pour assurer des garanties de protection aux victimes contre les sanctions pour actions criminelles commises sous le contrôle de criminels. Ce serait là un premier pas pour remédier à ce mal qu'est l'esclavage moderne.